



# OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 67 – 17 MARS 2017

## SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
  - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
  - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
  - INDUSTRIE
  - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

**AFRIQUE :**  
**365 PROJETS DE**  
**DEVELOPPEMENT**  
**D'HOTELS EN**  
**AFRIQUE EN**  
**2016**

**NIGERIA : POURSUITE**  
**DES INJECTIONS DE**  
**DEVICES PAR LA**  
**BANQUE CENTRALE**

**AFRIQUE DU SUD :**  
**LE E-LEARNING,**  
**PRIORITE DE**  
**DEVELOPPEMENT POUR**  
**LA PROVINCE DU**  
**GAUTENG**

**CONGO-BRAZZAVILLE :**  
**SIGNATURE DE**  
**L'ACCORD SUR LA**  
**CREATION DU FONDS**  
**BLEU**

**GHANA : UK EXPORT**  
**FINANCE'S (UKEF)**  
**APPROUVE UN PRET DE**  
**310 M USD POUR LE**  
**PROJET DE SANKOFA**

**COMORES : UN**  
**CONTRAT SIGNE DANS**  
**LE SECTEUR DE**  
**L'ELECTRIFICATION**  
**SOLAIRE**

**COTE D'IVOIRE : LE**  
**SIEGE DE**  
**L'ORGANISATION**  
**MONDIALE DU CACAO**  
**(ICCO) TRANSFERE A**  
**ABIDJAN FIN AVRIL**

**MALI : CONSTRUCTION**  
**DE LA CENTRALE**  
**SOLAIRE DE**  
**PELENGANA-SEGOU**  
**(33 MW)**

**MOZAMBIQUE : ACTIS**  
**INVESTIT 96 M USD**  
**DANS UN PROJET**  
**IMMOBILIER**



MINISTÈRE  
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
ET DU DÉVELOPPEMENT  
INTERNATIONAL

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES

## ACTUALITE REGIONALE

---

### ▼ Afrique : 365 projets de développement d'hôtels en Afrique en 2016

Dans son dernier rapport, W-Hospitality Group recense la construction de 64 231 chambres en 2016 sur 365 projets, ce qui représente une hausse de 29,2% par rapport à 2015. A côté de cela, *JLL Hotel Research* prévoit un investissement dans le secteur hôtelier en Afrique Sub-Saharienne de 1,7 Mds USD en 2017 et de 1,9 Mds USD en 2018. En 2016, 58 millions de touristes étrangers ont visité l'Afrique. A cela s'ajoute le nombre croissant des voyages intracontinentaux.

✉ [alizee.loridan.int@businessfrance.fr](mailto:alizee.loridan.int@businessfrance.fr)

### ▼ Congo-Brazzaville/OHADA : le nouvel Acte uniforme relatif au droit comptable et à l'information financière entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018

Le nouvel Acte uniforme relatif au droit comptable et à l'information financière (AUDCIF), adopté le 26 janvier 2017 à Brazzaville, entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018, pour les comptes personnels des entités, et le 1<sup>er</sup> janvier 2019 pour les comptes consolidés, les comptes combinés et les états financiers produits en normes IFRS. Cet AUDCIF, qui s'appuie sur le système comptable OHADA révisé (SYSCOHADA), tient compte des évolutions de la normalisation comptable internationale et des besoins financiers grandissants des économies des pays membres de l'OHADA. Ce corpus juridique devient l'unique référentiel en vigueur dans l'espace OHADA.

✉ [ingrid.oramalu@dgtrésor.gouv.fr](mailto:ingrid.oramalu@dgtrésor.gouv.fr)

## CONJONCTURE

---

### ▼ Nigéria : plan de reprise et de croissance économique à moyen terme

L'*Economic Recovery & Growth Plan 2017-2020* prévoit de retrouver une croissance à 2,19 % en 2017 puis 7 % en 2020. Le plan développe 3 objectifs majeurs : restaurer la croissance, construire une économie compétitive à l'échelle mondiale et investir dans la population nigériane. Parmi les mesures notoires pour 2020 : augmentation du taux de prélèvements obligatoires à 15 % du PIB (6 % aujourd'hui); production pétrolière à 2,5 M b/j; projets de raffineries pour devenir exportateur net de produits pétroliers raffinés et flexibilisation du marché des changes. Les autorités sont en négociations pour l'octroi de prêts budgétaires avec la Banque mondiale (2,5 Mds USD) et de la Banque africaine de développement (400 M USD).

✉ [marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr](mailto:marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Nigéria : déficit commercial en 2016, l'Inde toujours 1<sup>er</sup> partenaire

Le commerce extérieur du Nigéria en 2016 (rapport NBS) a progressé de 6 % en g.a., à environ 54 Mds EUR. Les exportations ont reculé de 11 % à 26,6 Mds EUR, composées à 82 % de pétrole. L'Inde est le 1<sup>er</sup> acheteur (18 %) suivi des Etats-Unis (12,1 %) et de l'Espagne (9,2 %). La France 5<sup>ème</sup> (6,3 %) voit ses importations progresser de 4,5 %. Les importations nigériennes ont augmenté de 32 % à près de 27,5 Mds EUR. La Chine reste 1<sup>er</sup> fournisseur (19,7 %), suivie par les Pays-Bas (11,7 %) et les Etats-Unis (8 %). La France est 5<sup>ème</sup> (3,9 %) avec une progression de 116,2 %. Le déficit commercial est de 903,8 M EUR. L'Inde reste le 1<sup>er</sup> partenaire commercial du pays (11,5 %) devant la Chine (10,7 %). La France est 6<sup>ème</sup> (5 % contre 4,1 % en 2015).

✉ [marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr](mailto:marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Nigéria : poursuite des injections de devises par la Banque centrale

La Banque centrale a de nouveau injecté des devises cette semaine, atteignant un total de près de 1 Md USD en quinze jours. Cette série d'injection fait suite à l'adoption de nouvelles mesures d'accès au change le 20 février, dans un contexte de reconsolidation du niveau des réserves qui a atteint 30 Mds USD le 8 mars. Le taux sur le marché parallèle s'est apprécié à environ 450-460 NGN/USD pour un taux interbancaire à environ 305 NGN/USD. La Banque centrale a publié une nouvelle circulaire pour spécifier les délais en vigueur d'obtention des devises dans le cadre des indemnités de déplacement et de voyage.

✉ [marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr](mailto:marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ghana : présentation du Budget 2017 au Parlement

Le ministre des Finances, Ken Ofori-Atta, a présenté le Budget 2017 avec pour objectif de restaurer la stabilité macroéconomique, de maintenir la discipline budgétaire et de privilégier la production à la taxation. Le budget est en hausse, basé sur une croissance à 6,3 % et une inflation à 11,2 % en g.a. en décembre 2017, avec près de 13 % de dépenses en capital (en recul de 7,2 %). Le déficit budgétaire serait limité à 6,5 % du PIB et la dette réduite à 70,9 % du PIB. Le ministre des Finances a confirmé le lancement de trois programmes prioritaires dans les secteurs agricoles, industriels et éducatifs, ainsi qu'un allègement fiscal important pour soutenir le secteur privé.

✉ [caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr](mailto:caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Sierra Leone : le gouverneur de la Banque centrale démissionne en vue des élections de mars 2018**

Kaifala Marah a présenté lundi 6 mars sa démission du poste de gouverneur de la Banque centrale de Sierra Leone, dans l'objectif de concourir aux élections du 7 mars 2018 sous la bannière de l'APC, l'actuel parti au pouvoir. L'ancien gouverneur est depuis 2010 dans le proche entourage du Président Ernest Bai Koroma, qui cèdera la main en 2018 après deux mandats. Annoncées par la commission électorale nationale, les élections générales se tiendront le 7 mars 2018.

✉ [julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr](mailto:julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Afrique du Sud : la croissance 2016 au plus bas depuis la récession de 2009**

Au 4<sup>ème</sup> trimestre 2016, le PIB s'est contracté de -0,3 % en rythme trimestriel annualisé corrigé des variations saisonnières. En glissement annuel, la croissance s'établit à 0,7 % au T4 comme au T3, à 0,3 % au T2 et à -0,6 % au T1. En 2016, la croissance s'est ainsi élevée à 0,3 %, au plus faible performance depuis la récession de 2009. Pour 2017, si l'activité devrait rebondir, l'amplitude de la reprise reste néanmoins encore très incertaine (à 1,3 % selon le Trésor sud-africain contre 0,8 % selon le FMI). Elle serait toujours en-deçà du potentiel de croissance (1,9 %, -2,3 %) et de l'objectif de 5 % à 5,5 % du *National Development Plan* nécessaire pour améliorer la situation sociale.

✉ [paul.raso@dgtresor.gouv.fr](mailto:paul.raso@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Namibie : forte révision à la baisse de la prévision de croissance de 2016 à 1 %**

La Banque centrale a révisé à la baisse la prévision de croissance à 1 % pour 2016 contre 2,5 % initialement projetée en novembre, confirmant ainsi le net ralentissement de l'activité (5,3 % en 2015). Les autorités monétaires indiquent que l'activité pâtit notamment des moindres performances des secteurs de la construction et de l'extraction diamantifère. A moyen terme, si le taux de croissance devrait rebondir (2,9 % en 2017 puis 3,8 % en 2018), bien que nettement en-deçà des performances passées (5,5 % de croissance en moyenne sur 2010/15), les risques sont importants (évolution du prix des matières premières, des relations entre les Etats-Unis et ses partenaires commerciaux, de l'invasion de chenilles en Namibie).

✉ [paul.raso@dgtresor.gouv.fr](mailto:paul.raso@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Namibie : budget 2017/18, les difficultés économiques pèsent sur la situation des finances publiques**

Le 8 mars, le ministre des Finances a présenté la Loi de Finances 2017/18 dans un contexte économique dégradé, la croissance étant attendue à 1,3 % en 2016 et 2,5 % cette année contre 5,6 % en moyenne sur 2010/15. Après un déficit attendu à -6,3 % du PIB en 2016/17, celui-ci devrait diminuer à -3,6 % en 2017/18 et revenir sous les 3 % par la suite. Cette baisse résulterait d'une progression plus rapide des recettes (+9,7 % en g.a en 2017/18) que des dépenses (+1,7 %). Le ratio dette publique sur PIB devrait marginalement diminuer de 42,1 % en 2016/17 à 41,9 % en 2017/18 (en hausse de 19 points de PIB par rapport à 2011) où le service de la dette représenterait 8,9 % des recettes totales.

✉ [paul.raso@dgtresor.gouv.fr](mailto:paul.raso@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Afrique du Sud : le e-learning, priorité de développement pour la province du Gauteng**

La province du Gauteng a annoncé de nouveaux investissements à hauteur de 724 M ZAR (soit 51 M EUR) pour soutenir sa stratégie de développement du e-learning pour l'année 2017-2018. Le Gauteng confirme à cette occasion la priorisation de financement vers les programmes d'éducation (40 Mds ZAR pour 2017-2018), et tout particulièrement l'importance d'une numérisation de l'éducation au niveau régional. Au-cours des 3 prochaines années, ce sont 1,9 Mds ZAR (135 M EUR) qui seront investis pour développer et soutenir la stratégie e-learning de la province.

✉ [maxime.bieliaeff.int@businessfrance.fr](mailto:maxime.bieliaeff.int@businessfrance.fr)

▼ **Afrique du Sud : ouverture d'une nouvelle école tech dans la province du Gauteng**

Le *Gauteng Development of Education* (GDE) a inauguré cette semaine une nouvelle école tech à Pretoria, la 4<sup>ème</sup> de ce type depuis juillet 2016. Située dans un quartier défavorisé de la capitale sud-africaine, la construction de cette école est intégrée dans le plan provincial du ministère de l'Education visant à ouvrir des écoles de nouveau type dans les townships de la région jusqu'en 2019. Le GDE aura investi la somme de 106 M ZAR (soit 7,7 M EUR) pour construire la Soshanguve School, école écologique équipée de 30 classes, 1 laboratoire informatique ou encore une salle de contrôle IT. Ce plan ambitieux d'ouverture d'écoles numériques a pour objectif l'amélioration de la qualité de l'éducation dans les townships de la région.

✉ [maxime.bieliaeff.int@businessfrance.fr](mailto:maxime.bieliaeff.int@businessfrance.fr)

▼ **Afrique du Sud : l'AFD prévoit 1,3 Md EUR de soutien financier à des projets sud-africains**

L'Agence française de développement (AFD) prévoit 1,3 Md EUR de soutien financier à destinations des projets sud-africains au cours des cinq prochaines années. Le financement prendra la forme de prêts non souverains, de subventions et de garanties. Pour la période 2017-2020, l'AFD ciblera les projets ayant un impact social élevé, notamment dans les secteurs du développement urbain inclusif, de la transition énergétique et de l'accès à l'enseignement supérieur et à la formation professionnelle des jeunes défavorisés.

✉ [ophelie.chevillard@dgtrésor.gouv.fr](mailto:ophelie.chevillard@dgtrésor.gouv.fr)

▼ **Côte d'Ivoire : le pays n'obtient que 65 % du montant sollicité lors de sa dernière émission de bons du Trésor**

Lors de sa dernière émission de titres sur le marché de l'UEMOA le 10 mars dernier, la Côte d'Ivoire a obtenu 32 Mds FCFA (49 M EUR), soit 65 % du montant (50 Mds FCFA) mis en adjudication. La maturité de l'emprunt est de trois mois et le taux moyen de 5,697 %. Depuis le début de l'année, la Côte d'Ivoire, comme plusieurs autres pays de la zone UEMOA, éprouve des difficultés à mobiliser comme souhaité l'épargne régionale via l'émission de titres publics. Sur ce 1<sup>er</sup> trimestre, elle a sollicité au total 510 M EUR à ce jour, mais n'a obtenu que 302 M EUR, soit environ 60 % de taux de réalisation. Cette situation est due au resserrement par la BCEAO des conditions de refinancement des titres publics et à la contraction de la liquidité sur le marché en ce début d'année.

✉ [saint-jerome.koffi@dgtrésor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtrésor.gouv.fr)

▼ **Mauritanie : hausse des droits de douane sur les fruits, légumes et produits laitiers (yaourt)**

Afin de protéger et privilégier la production nationale, les autorités mauritaniennes ont décidé d'augmenter les droits de douane sur les fruits et légumes et les produits laitiers (yaourt) importés. Les taxes de passage des camions transportant les produits ciblés passeront par ailleurs de 456 000 MRO (1 170 EUR) à 603 000 MRO (1 550 EUR) pour les 40 T et à 790 000 MRO (2 025 EUR) pour les camions gros porteurs. Pour mémoire, l'essentiel des importations du pays en fruits et légumes provient du Maroc, de l'Espagne et du Sénégal.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : lancement de la Compétition des plans d'affaires pour les jeunes entrepreneurs**

Le Chef de l'Etat a présidé le 10 mars la cérémonie de lancement de la 1<sup>ère</sup> édition de la Compétition des plans d'affaires destinés à la jeunesse nigérienne, avec pour thème « Créer pour le Niger ». L'objectif est d'identifier les plans d'affaires prometteurs parmi ceux proposés par les jeunes entrepreneurs nigériens afin de les accompagner sur 18 mois dans un système d'incubation d'entreprises. La finalité de cette édition est d'encourager à la créativité, à l'entrepreneuriat chez les jeunes et de permettre la réduction du taux d'échec des entreprises en phase de démarrage. Cette compétition est organisée par le gouvernement en partenariat avec la Coopération danoise et la Banque mondiale.

✉ lebaronc@afd.fr

▼ **Togo : recul des échanges bilatéraux en 2016**

En 2016, l'excédent commercial en faveur de la France s'est réduit à 285,9 M EUR, soit une baisse de 49 % par rapport à 2015. Cette baisse est la conséquence de la forte diminution des exportations (-48 % à 295,9 M EUR) et de l'augmentation des importations (+12 % à 10,5 M EUR) françaises. Hors produits pétroliers, qui connaissent une variation erratique du fait d'opérations de courtage international et de transferts en *ship to ship* dans les eaux togolaises, l'excédent baisse seulement de 12 %. La diminution des exportations françaises hors produits pétroliers (-10,9 %) semble être corrélée à la baisse des importations en volume du port de Lomé.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : baisse des avoirs extérieurs nets du Cameroun de 34,4 % et de la contribution en compte d'opérations de 60,3 % en 2016**

Le Comité monétaire et financier national du Cameroun (CMFN) tenu début mars annonce une hausse en glissement annuel de la masse monétaire du Cameroun de 5,1 % à 4155,4 Mds FCFA à fin décembre 2016. La contrepartie de la masse monétaire présente une forte hausse du crédit intérieur de 41,2 % à 3146,7 Mds FCFA et une baisse des avoirs extérieurs nets (-34,4 %) dont l'évolution est contrariée par la baisse des cours des matières premières. Le taux de couverture extérieur de la monnaie passe de 86,8 % en 2015 à 73,6 % en 2016. La Banque centrale estime le taux de croissance du PIB réel du Cameroun à 5,3 % en 2016 après 5,8 % en 2015 et 5,9 % en 2014.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : discussions avec le FMI sur une possible aide financière**

Une délégation du FMI, conduite par l'économiste sénégalais Abdoul Aziz Wane, a séjourné du 21 février au 8 mars 2017 à Brazzaville, dans le cadre d'une mission d'identification du besoin en financement du Congo en vue d'un « potentiel arrangement financier qui pourrait être soutenu par le FMI ». La mission a évoqué la nécessité imminente de mettre rapidement en place un ajustement interne budgétaire et fiscal drastique pour maintenir la dette à un niveau soutenable et stimuler la croissance, tout en préservant les filets sociaux. Estimé à 77 % du PIB en 2016, le niveau de la dette publique devient problématique au regard d'une croissance qui ne reviendrait pas à des niveaux positifs avant 2018.

✉ [ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr](mailto:ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Kenya : hausse probable de la dette kényane envers la Chine, déjà premier créancier de l'Etat**

Sur les six premiers mois de l'année budgétaire 2016/17 (de juillet à décembre 2016), la dette kényane envers la Chine a représenté près de 4,1 Md USD, soit 65,3 % de la dette bilatérale, 22,1 % de la dette externe et 6 % du PIB. De nature peu concessionnelle, cet endettement est coûteux : pour la même période, le service de cette dette, 61,3 M USD, est à plus de 80 % dédié au remboursement des seuls intérêts. L'endettement prévu pour les futures phases de construction du chemin de fer entre Nairobi et Malaba, sur la frontière ougandaise, devrait encore accroître le stock de la dette envers la Chine.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Madagascar : bilan du cyclone Enawo**

Suite au passage du cyclone Enawo les 7 et 8 mars 2017, au moins 50 personnes ont perdu la vie et plus de 300 000 se trouvent sinistrées. Le cyclone a balayé la Grande île depuis la côte nord-est jusqu'à son centre, avec des pluies diluviennes et des vents soufflant jusqu'à 290 km/h. Les dégâts sont importants dans les zones touchées, notamment dans la région Sava (nord-est) qui fournit plus de la moitié de la production mondiale de vanille. Si la capitale Tananarive a connu de sérieuses inondations dans ses alentours, elle a néanmoins été globalement épargnée par Enawo. Au 14 mars, les autorités malgaches n'avaient pas encore effectué de déclaration d'urgence, une décision sans laquelle la mobilisation de l'aide humanitaire internationale ne peut se faire.

✉ [eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr](mailto:eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Maurice : accroissement du déficit des échanges commerciaux de Maurice avec la SADC**

Si les échanges commerciaux entre Maurice et les pays membres de la SADC (*Southern African Development Community*) ont progressé de 31,3 Mds Rs (800 MEUR) en 2015 à 32,3 Mds Rs (830 M EUR) en 2016, le déficit commercial de Maurice avec ce bloc de pays de l'Afrique australe s'est fortement accru (+170 %), passant de 2 Mds Rs (50 M EUR) en 2015 à 5,4 Mds Rs (140 M EUR) en 2016. L'accroissement du déficit est dû, en particulier, à l'augmentation des achats de Maurice à l'Afrique du Sud (+12 %), aux Seychelles (+ 37 %) et à Madagascar (+ 13 %) et à la baisse des exportations mauriciennes vers l'Afrique du Sud (- 15 %) et la Tanzanie (- 32%).

✉ [jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Ethiopie : légère baisse des exportations éthiopiennes sur les sept premiers mois de l'année**

Selon le ministère du Commerce, les exportations éthiopiennes ont atteint 1,4 Md USD seulement sur les sept premiers mois de l'année fiscale 2016/17. Cette performance est légèrement inférieure, de 37,5 M USD, à celle enregistrée sur la même période l'année dernière. Le café, principal produit d'exportation de l'Éthiopie, a généré 360,8 M USD, soit moins que l'objectif fixé de 384 M USD. On notera par ailleurs que les catégories « cuir et articles en cuir », « textile et habillement », « viandes et animaux vivants » ont atteint moins de 50 % de leur objectif. La publication de ces chiffres intervient dans un contexte de forte tension sur les devises étrangères.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Seychelles : émission prochaine d'une « obligation bleue » de 15 M USD**

Le gouvernement seychellois prévoit d'émettre une « obligation bleue » d'un montant de 15 M USD, assortie d'une maturité de 10 ans, avec des garanties de la Banque mondiale et du Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Le produit de cette émission obligatoire sera affecté au financement des activités de planification de la gestion des pêches sur l'archipel et permettra de soutenir les prêts allant dans le sens de la promotion des investissements privés et publics dans les activités relevant de la pêche durable. Le produit de cette émission sera ensuite distribué sur une base concurrentielle via la *Seychelles Conservation & Climate Adaptation Trust* (SeyCCAT) et la Banque de Développement des Seychelles.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr



## ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

---

### ▼ Le Nigéria prévoit de réduire les droits de douane pour les zones franches pétrolières et gazières

Pour attirer de nouveaux investissements dans les zones franches pétrolières et gazières, l'OGFZA (*Oil & Gas Free Zones Authority*) a annoncé des plans visant à accorder des réductions tarifaires aux investisseurs potentiels. Les investisseurs s'étaient plaints du fait que les tarifs normalisés s'appliquant aux zones franches étaient négociés et signés uniquement entre le *National Petroleum Investment Management Services* (NAPIMS) et les opérateurs de joint-venture de l'industrie du pétrole et du gaz. Pour information, la part du secteur pétrolier et gazier n'a représenté que 8,4 % du PIB réel nigérian en 2016, contre 9,6 % en 2015.

✉ [fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr](mailto:fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Guinée : renforcement des capacités en matière de gestion des PPP (Partenariat Public-Privé)

La ministre des Finances, en collaboration avec le groupe de la Banque mondiale (IFC-PPIAF), a lancé le 8 mars des ateliers de concertation portant sur les outils d'opérationnalisation du dispositif institutionnel et du renforcement des capacités nationales de gestion des partenariats publics-privés. Ces travaux ont pour objectif de renforcer les capacités des acteurs intervenant dans le cadre des partenariats publics-privés.

✉ [lognara.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:lognara.traore@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Cameroun : 23 réformes pour améliorer le climat des affaires en 2017

La 8<sup>ème</sup> session du *Cameroon Business Forum*, plateforme de discussions entre les secteurs public et privé, s'est tenue le 13 mars à Douala. Selon le Premier ministre qui présidait la session, 75 % des réformes proposées pour 2016 ont été exécutées. Les 23 réformes pour 2017 concernent neuf domaines : la création d'entreprise, le permis de construire, l'accès à l'électricité, l'accès à la propriété, l'accès au crédit, le paiement des impôts, le commerce transfrontalier, l'exécution des contrats et la gouvernance. Ces réformes portent entre autres sur l'informatisation du registre du commerce et du crédit mobilier, la finalisation du plan cadastral numérisé et la finalisation de la réforme foncière.

✉ [alix.nembot@dgtresor.gouv.fr](mailto:alix.nembot@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Congo-Brazzaville : signature de l'accord sur la création du Fonds bleu

8 pays du bassin du Congo (ainsi que le Maroc, qui avait soutenu cette initiative lors de la COP22) ont signé le 9 mars à Oyo, le Mémoire d'accord sur la création du Fonds bleu pour le bassin du Congo. La Tanzanie, la Guinée équatoriale, le Cameroun et la Zambie, présents à Oyo, ont différé leur engagement. Ce Fonds, qui doit être doté d'une subvention annuelle de 100 M EUR, vise une approche écosystémique de gestion intégrée du massif forestier et du réseau hydrographique du bassin du Congo, de manière à préserver cet espace naturel et permettre une stabilisation des populations et une croissance inclusive. L'UE, qui finance déjà des projets régionaux de ce type, serait disposée à apporter son soutien aux projets du Fonds bleu ainsi que la Banque mondiale.

✉ [marguerite.carrez@dgtresor.gouv.fr](mailto:marguerite.carrez@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Soudan : mécontentement sur les restrictions d'entrée des Soudanais aux Etats-Unis**

Le ministère des Affaires étrangères soudanais a convoqué le 10 mars le chargé d'affaires américain pour lui faire part de son désaccord sur le nouveau décret américain restreignant l'entrée des citoyens soudanais aux Etats-Unis, et pour l'informer que (1) le décret va à l'encontre de la coopération importante dont fait preuve le Soudan en matière de lutte contre le terrorisme, (2) le Soudan attend son retrait de la liste des pays soutenant le terrorisme et (3) le Soudan espère un partenariat avec les États-Unis en matière de paix, de sécurité et de développement.

✉ [olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr](mailto:olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Soudan : aide alimentaire au Soudan du Sud**

Le président soudanais Omar el-Béchir a annoncé un don de 10 000 tonnes de sorgho au Soudan du Sud pour faire face à la famine qui y sévit et a déclaré que le Soudan était prêt à répondre aux besoins humanitaires des réfugiés arrivant depuis ce pays. Plus de 70 000 réfugiés sud-soudanais sont entrés au Soudan en février et mars ; leur nombre dépasse actuellement 305 000 personnes selon l'ONU. Avant l'éclatement de la guerre civile en décembre 2013, 350 000 sud-Soudanais étaient restés au Soudan après l'indépendance de leur pays et, en décembre 2014, le gouvernement soudanais avait convenu avec les Nations-Unies de délivrer des permis de séjour aux réfugiés sud-soudanais, leur permettant de circuler et de travailler dans le pays.

✉ [olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr](mailto:olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Soudan du Sud : forte hausse des tarifs du permis de travail jusqu'à 10 000 USD**

Auparavant limité à 100 USD, le tarif du permis de travail s'échelonne désormais entre 1 000 et 10 000 USD, selon le niveau de qualifications. Par ailleurs, le coût du visa a été porté à 100 USD, contre 50 USD auparavant. Cette décision prise par les autorités et effective dès ce mois-ci, a pour but d'accroître les revenus fiscaux extra-pétroliers, qui ne représentaient que 21 % des revenus en 2016. Alors qu'une partie importante de la population fait face à un risque de famine, cette décision devrait fortement affecter l'activité des ONG et, partant, le soutien humanitaire apporté au pays.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

## PROJETS ET FINANCEMENTS

---

### ▼ **Nigéria : Abuja et Pékin vont finaliser l'accord ferroviaire de 11 Mds USD pour la ligne Lagos-Calabar en juin 2017**

Le Président par intérim, Yemi Osinbajo, a déclaré que les négociations avec la République populaire de Chine sur le projet ferroviaire Lagos-Calabar, estimé à 11,1 Mds USD concluraient en juin prochain. Yemi Osinbajo a également confirmé le projet ferroviaire de la ligne Lagos-Ibadan (prévu pour décembre 2018), et que les négociations sur la liaison ferrée Kaduna-Kano seraient bientôt achevées.

✉ [fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr](mailto:fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Ghana : UK Export Finance's (UKEF) approuve un prêt de 310 M USD pour le projet de Sankofa**

L'agence britannique UKEF a approuvé l'octroi d'un prêt de 310 M USD à General Electric, qui a remporté un contrat de 850 M USD pour la fourniture des infrastructures sous-marines du champ pétrolier et gazier de Sankofa. Ce champ, dont les premières huiles sont attendues début 2018, a des réserves de 200 M de barils et de 311 M de mètres cubes de gaz. La société italienne ENI est en charge de l'exploitation (44,4 %) aux côtés de Vitol (35,6 %) et GNPC (*Ghana National Petroleum Corporation*) (20 %). L'engagement total du secteur privé sur ce projet s'élève à 7,9 Mds USD, en faisant le plus important investissement au Ghana.

✉ [caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr](mailto:caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Libéria : la Banque mondiale abonde de 16 M USD son programme de soutien à la santé**

La Banque mondiale a annoncé jeudi 23 février un financement additionnel de 16 M USD pour son projet de renforcement du système de santé au Libéria, opéré par le ministère de la Santé. Cette décision vient doubler le budget initialement alloué de 15 M USD. Les fonds additionnels seront destinés plus particulièrement à la santé reproductive, de la mère et de l'enfant. Le Libéria est définitivement sorti en juin 2016 d'une crise sanitaire de près de deux ans et demi liée au virus Ebola, qui a fait 11 323 victimes selon l'OMS, dont 4 809 au Libéria, principal pays touché par l'épidémie.

✉ [julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr](mailto:julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Burkina Faso : prêt de 18,8 M EUR de la Banque mondiale pour le projet « e-Burkina » du gouvernement**

Le pays vient d'obtenir un prêt de 18,8 M EUR de la Banque mondiale pour le financement du projet « e-Burkina ». Celui-ci est articulé autour de quatre composantes : (i) la création d'un environnement propice à l'administration en ligne, à travers l'adoption de cadres politique, juridique et réglementaire adéquats, (ii) la conduite d'une étude de faisabilité de la numérisation des procédures administratives, (iii) l'appui aux politiques et à la réglementation et le conseil sur le cadre juridique permettant le développement et l'utilisation des services électroniques et (iv) la mise en place d'un cadre de gouvernance et institutionnel spécifique pour l'administration en ligne.

✉ [michel.dhe@dgtresor.gouv.fr](mailto:michel.dhe@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Guinée : mission du Directeur général de l'AFD**

Le directeur général de l'AFD, Rémy Rioux, était en déplacement à Conakry du 1<sup>er</sup> au 4 mars 2017. Reçu par le Président Alpha Condé, il a réaffirmé la volonté de l'Agence de poursuivre ses interventions dans les secteurs clés du développement rural, de l'énergie et de la formation professionnelle. Il a par ailleurs signé, en présence de Ségolène Royal, une convention de financement du nouveau projet d'appui à la riziculture (SARITEM) de 18 M EUR. Il s'est également entretenu avec les chefs d'entreprises françaises et le secteur privé guinéen.

✉ [lognara.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:lognara.traore@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Niger : lancement du programme « Améliorer la gestion des défis migratoires »**

Les activités du programme « Améliorer la gestion des défis migratoires », dénommé ProGEM, viennent d'être lancées. Il vise à renforcer les capacités des collectivités territoriales des régions d'Agadez, Tahoua et Zinder pour qu'elles puissent mieux cerner et agir sur les conséquences et l'impact que la migration peut avoir sur leur développement. D'une durée de trois ans, le ProGEM découle du programme pour la prévention et la lutte contre la migration irrégulière que le Niger a élaboré à titre de contribution au Sommet de la Valette tenu en novembre 2015. Il est doté d'un budget de 28,5 M EUR, financé par le Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique de l'UE et la Coopération allemande (BMZ) qui assure sa mise en œuvre.

✉ [lebaronc@afd.fr](mailto:lebaronc@afd.fr)

▼ **Togo : début des travaux du Comité technique spécialisé sur les transports le tourisme et l'énergie en Afrique**

Les travaux des experts de ce comité technique spécialisé de l'Union Africaine ont débuté le 13 mars dernier à Lomé. A cette occasion, le ministre togolais des Affaires étrangères, Robert Dussey, a appelé à œuvrer pour la recherche de mécanismes de financements innovants pour le développement du continent. Faisant du recours aux partenariats public-privé (PPP) l'un des moyens privilégiés, il a estimé que « la mauvaise qualité des infrastructures en Afrique, notamment en matière d'alimentation électrique, en eau, en routes et en nouvelles technologies, coûte à chacun de[s] pays deux points de croissance chaque année et réduit la productivité de 40% ».

✉ [sophie.pignon@twobirds.com](mailto:sophie.pignon@twobirds.com)

▼ **Maurice : lancement du projet Metro Express**

Le Premier ministre mauricien a procédé, le 10 mars dernier, au lancement officiel du projet Metro Express devant relier la capitale Port-Louis à la ville de Curepipe. Long de 26 kilomètres, ce métro devrait relier 19 stations et être équipé de 30 rames. Le gouvernement indien s'est engagé à participer avec un don de 275 M USD au financement de cette infrastructure, dont le coût total – tel qu'annoncé par le gouvernement – serait d'environ 457 M EUR. Les travaux sont réservés à des entreprises indiennes du secteur de la construction. Alors que le consultant est Singapore Cooperation Enterprise, la supervision pourrait être assurée par le cabinet indien Rites Ltd et l'exploitation par Delhi Metro Rail Corporation Ltd.

✉ [jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr)

▼ Comores : un contrat signé dans le secteur de l'électrification solaire

Le 4 mars 2017, un contrat a été signé entre la Ma-Mwé, entreprise publique d'électricité et de l'eau, et l'entreprise Solar 23, société allemande spécialisée dans la conception et la réalisation de systèmes photovoltaïques. Ce contrat concerne l'installation de deux centrales solaires sur l'île de Mohéli. Au total, ce sont 700 panneaux solaires qui permettront l'électrification de six villages. Ces centrales, qui seront directement reliées au réseau de la Ma-Mwé, vont constituer la première unité de production solaire de cette envergure à entrer en service dans le pays. D'un coût estimé à plus de 500 00 EUR, le projet sera financé par un don de l'Union européenne.

✉ [dalseccol@afd.fr](mailto:dalseccol@afd.fr)

## SECTEURS D'ACTIVITES

---

### ▼ Agriculture et agroalimentaire

#### ▼ Afrique du Sud : de belles récoltes de raisins attendues

Les récoltes de raisins secs sont annoncées de très belle qualité par les acteurs sud-africains, qui prévoient des raisins à haute teneur en sucre et de belle taille. Cependant les volumes sont attendus en baisse de 10 % en comparaison à la période 2015/2016. Les raisins sont par la suite séchés naturellement au soleil. Les récentes précipitations dans la région du Northern Cape retardent de deux semaines le séchage des raisins : les températures sont en baisse et l'environnement est plus humide que d'ordinaire (27-30 % d'humidité contre traditionnellement 7-8 %). Les raisins sud-africains sont particulièrement appréciés à l'export, jouissant d'une bonne image et de prix plus compétitifs que leur équivalent californien.

✉ alexandre.lasserre@businessfrance.fr

#### ▼ Zambie : le pays risque un déficit de stockage pour son maïs

La Zambie, qui a pour ambition de devenir le grenier de l'Afrique, récoltera près de 3 millions de tonnes de maïs pour l'actuelle saison agricole. Ajoutées aux réserves faites l'année précédente (230 000 tonnes), le pays risque de rencontrer des problèmes de stockage pour cette denrée. Le gouvernement zambien a décidé en avril 2016 d'interdire l'exportation de son maïs, dans un contexte d'insécurité alimentaire due à la sécheresse touchant la région. Le pays se retrouve ainsi dans l'incapacité de stocker ses récoltes s'il ne rétablit pas les droits d'exportation pour le maïs ou s'il n'augmente pas ses capacités de stockage.

✉ alexandre.lasserre@businessfrance.fr

#### ▼ Burkina Faso : fin du différend entre Monsanto et l'Etat

Un accord entre Monsanto et l'Etat vient de mettre fin au différend qui opposait les deux parties. La plus importante société cotonnière du pays, Sofitex, ne devra rembourser à Monsanto que 25 % des redevances des campagnes cotonnières 2014-2015 et 2015-2016, soit 5,6 M EUR. Pour mémoire, Monsanto avait été accusé d'avoir introduit dans le pays en 2008 le Bollgard II, une variété de coton génétiquement modifié qui a conduit à la production de fibres courtes et de faible qualité. Marqué par cette expérience, le pays a opté pour l'utilisation de semences 100 % conventionnelles pour la campagne 2016/2017. Le Burkina Faso est le 1<sup>er</sup> producteur africain de coton. Le pays attend une production de 750 000 tonnes pour la saison 2016/2017.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

#### ▼ Côte d'Ivoire : le siège de l'organisation mondiale du cacao (ICCO) transféré à Abidjan fin avril

Les bureaux seront officiellement inaugurés le 25 avril 2017, marquant ainsi le transfert définitif du siège implanté à Londres depuis 1973. Cette inauguration se tiendra en marge de la 95<sup>ème</sup> session de l'ICCO, prévue du 24 au 28 mars à Abidjan. La Côte d'Ivoire est le 1<sup>er</sup> producteur mondial de cacao, avec environ 40 % de part de marché. Les revenus issus de la filière représentent 15 % du PIB ivoirien. Le cacao génère 1 7% des recettes fiscales et 43 % des recettes d'exportations du pays. Avec 800 000 plantations familiales, le cacao fait vivre environ un quart de la population ivoirienne.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

## ▼ Energie et matières premières

### ▼ Afrique du Sud : le prochain eldorado de l'exploration gazière offshore ?

Selon le témoignage d'une experte en prospection sismique, il est fort probable que le bassin d'Outeniqua contienne d'énormes réserves de pétrole et de gaz. Or le cadre juridique sud-africain n'encadre actuellement pas correctement l'exploration offshore, au grand dam des multinationales comme ExxonMobil et Total possédant des droits d'exploration dans la zone. Un nouveau code gazier et pétrolier devrait être voté en milieu d'année pour faciliter les investissements *upstream*. Le pays cherche en effet à réduire sa dépendance au charbon à travers une diversification de son mix énergétique, et investit actuellement dans le développement de terminaux GNL.

✉ stefane.leny@businessfrance.fr

### ▼ Mozambique : Exxon Mobil Corp va acheter une participation de 25 % dans la zone 4, un bloc riche en gaz naturel de l'italien Eni, pour 2,8 Mds USD

Eni continuera de diriger un projet de GNL flottant et toutes les activités d'exploration et de production, tandis qu'Exxon dirigera la construction et l'exploitation d'installations de liquéfaction de gaz naturel onshore. Eni a vendu 20 % de sa licence de la zone 4 à la CNPC chinoise pour 4,2 Mds USD en 2013. À la clôture de l'opération, Eni et Exxon détiendront chacune une participation de 35,7 % dans Eni East Africa, tandis que CNPC détiendra 28,6 %.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Mali : construction de la centrale solaire de Pélangana-Ségou (33 MW)

Le projet sera réalisé par l'entreprise norvégienne SCATEC Solar, en partenariat avec la société locale Africa Power, dans le cadre d'un contrat BOT de 25 ans, et d'une convention d'achat d'électricité de même durée avec Énergie du Mali. L'électricité produite par la centrale représentera environ 5 % de la consommation totale d'électricité du pays, équivalente à la consommation d'électricité de 60 000 foyers. Le projet créera plus de 200 emplois. D'un coût estimé à 50 M EUR, il sera financé à hauteur de 45 % via une dette senior arrangée par la SFI. Le Fond *Climate Investment* accordera un prêt concessionnel de 15 M EUR, soit 30 % du coût. Les 25 % restant seront fournis en capitaux propres par les partenaires du projet.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Sénégal : l'Organisation de mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS) prévoit la réalisation de nouveaux barrages hydroélectriques

Le Haut-Commissaire de l'OMVS a confirmé l'objectif de réalisation, d'ici 2025, de cinq nouveaux barrages dans le cadre de cette organisation commune de coopération pour le développement des ressources du Fleuve Sénégal regroupant, la Mauritanie, le Sénégal, le Mali et la Guinée. Trois seront localisés en Guinée : Koukoutamba (297 MW), Balassa (181 MW), et Boureya (114 MW) et deux au Mali : Gouina (140 MW) et Gourbassi (18 MW). Ces nouvelles productions d'hydroélectricité, partagées entre les quatre pays membres, nécessiteront de porter le réseau de transport et de distribution, actuellement de 1 700 kms, à 4 000 km.

✉ christian.delherm@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : Maurice entend explorer le potentiel de l'énergie éolienne offshore**

Un appel à manifestation d'intérêt vient d'être lancé par le *Mauritius Research Council* (rattaché au ministère de la Technologie, de la Communication & de l'Innovation) pour le recrutement d'un cabinet de conseil qui sera chargé d'effectuer une évaluation du potentiel de l'énergie éolienne offshore à Maurice. L'agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) a réalisé, en 2015, une étude (*Marine Energy Roadmap for the Republic of Mauritius*) portant sur l'intérêt pour Maurice de faire appel à différentes technologies liées aux énergies marines, dont l'énergie éolienne offshore.

✉ [jerome.chastenet@dgtrésor.gouv.fr](mailto:jerome.chastenet@dgtrésor.gouv.fr)

▼ **Kenya : la construction d'une centrale à charbon de 1000 MW autorisée par le régulateur de l'énergie kényan (REA)**

REA a rejeté les objections des organisations environnementalistes dans le cadre de la construction par *Amu Power Company* d'une centrale à charbon de 1000 MW dans le comté de Lamu. Le groupe *Save Lamu Natural Justice* avait soulevé des objections relatives à la préservation de la faune marine, requérant du régulateur un retrait de la licence accordée pour la mise en place de l'infrastructure. REA a indiqué que les différentes inquiétudes d'ordre environnemental seraient prises en compte de manière adéquate et que les propriétaires terriens concernés seraient relocalisés et indemnisés. Le projet est soutenu par un consortium incluant *Centum Investments* et un groupe d'investisseurs chinois.

✉ [benoit.gauthier@dgtrésor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtrésor.gouv.fr)

▼ **Madagascar : publication du rapport de l'Initiative pour la transparence des industries extractives 2014**

Selon le rapport de l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE), les revenus générés par le secteur extractif s'élevaient à 61 M USD en 2014. La contribution des industries extractives au PIB était de 4,2 %, contre 3,4 % en 2013. Cette contribution reste assez faible comparée à celle des pays de la zone UEMOA (6,6 % en moyenne entre 1995 et 2012) ou de l'Afrique du Sud (5 % en 2016). Le secteur extractif ne génère que 3,5 % du total des recettes fiscales. La réalisation de ce rapport entre dans le cadre du processus de validation de la candidature de Madagascar à l'ITIE, dont l'examen se fera le 1<sup>er</sup> septembre 2017.

✉ [eric.noitakis@dgtrésor.gouv.fr](mailto:eric.noitakis@dgtrésor.gouv.fr)

▼ **Industries**

▼ **Afrique du Sud : la ministre des Transports a dissous le conseil d'administration de PRASA**

La ministre sud-africaine des Transports a dissous le conseil d'administration de PRASA, l'Agence ferroviaire passagers d'Afrique du Sud, avec effet immédiat. L'annonce a été faite au Parlement par le directeur général du ministère des Transports. Suite à cette annonce, le président du CA a déclaré qu'il n'avait pas été informé de cette dissolution par la ministre et a promis que la décision serait examinée devant les tribunaux.

✉ [ophelie.chevillard@dgtrésor.gouv.fr](mailto:ophelie.chevillard@dgtrésor.gouv.fr)



▼ Côte d'Ivoire : expansion du marché de la cosmétique et 1<sup>ère</sup> édition du salon *Beauty color Africa*

Plus de 3 500 visiteurs ont pris part à cette première édition du Salon international *Beauty color Africa*, tenu du 10 au 12 février 2017 à Abidjan. Plus de cent marques internationales dont 26 françaises (Bioderma, Château rouge...), répartis dans les domaines de la fabrication, de la cosmétique, du maquillage, du bien-être, de la coiffure, des services et de la mode, étaient au rendez-vous. Selon le *World Retail Congress Africa 2013*, le marché de la beauté en Afrique était évalué à 6,9 Mds EUR en 2012 (+10 % par an, contre 4 % pour le marché mondial). Le marché africain de la cosmétique est en pleine expansion. Il présente de réelles opportunités pour les entreprises françaises.

✉ tanguy.boneu@businessfrance.fr

▼ Services

▼ Nigéria : fermeture de l'aéroport d'Abuja, le gouvernement veut rassurer sur la situation de Kaduna

L'aéroport d'Abuja a fermé le 8 mars 2017 au soir, pour réfection jusqu'au 18 avril 2017 inclus. Les vols sont déportés sur l'aéroport de Kaduna, situé à près de 200 km au nord d'Abuja et en zone classée orange. Devant les inquiétudes suscitées par cette annonce, le gouvernement a engagé une batterie de mesures sécuritaires et logistiques. Seule Ethiopian Airlines a choisi de maintenir ses vols. Le président Muhammadu Buhari qui avait quitté Abuja pour Londres le 19 janvier pour raisons médicales, a atterri le 10 mars à Kaduna. Le gouvernement a évoqué lundi 6 mars l'ouverture des aéroports publics nigériens aux investisseurs privés.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : les télécommunications ont contribué de 8,9 % au PIB en 2016

La Commission nigérienne des communications (NCC) a annoncé que l'industrie des télécommunications a contribué pour 8,9 % au PIB national du pays en 2016 (contre 8,6 % en 2015). La progression du parc d'abonnés mobiles aurait compensé la baisse des abonnés à l'internet mobile. Bien que les prix de l'internet mobile ont été divisés par trois depuis mi-2016, la désactivation des cartes SIM non enregistrées, la récession économique et le succès des fournisseurs d'accès Internet sans fil haut débit viennent expliquer cette baisse.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : dégradation des réseaux mobiles et opérateurs en difficultés

La Commission nigérienne des communications (NCC) s'est dite préoccupée par la forte dégradation de la qualité des réseaux mobiles. De nombreuses pannes ont été enregistrées en raison de sabotages, de coupes et des difficultés à réaliser les opérations de maintenance par manque d'accès aux devises. Si MTN a maintenu son chiffre d'affaires global (11,1 Mds USD, en progression de 0,4 %), l'opérateur sud-africain a vu son CA nigérien baisser de 9,3 % à près de 3,6 Mds USD). Parallèlement, un consortium de banques étrangères et nigériennes pourrait prendre le contrôle du 4<sup>ème</sup> opérateur nigérien Etisalat, inapte à leur rembourser à temps un prêt de 1,7 Md USD. La Banque centrale et la NCC s'y sont opposées, alléguant d'un signal négatif envoyé aux investisseurs.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Ghana : fusion des deux opérateurs téléphoniques Tigo et Airtel

Les sociétés Tigo et Airtel, respectivement troisième (5,4 M d'abonnés) et quatrième (4,7 M d'abonnés) opérateurs téléphoniques sur le marché ghanéen, ont annoncé leur fusion. Cette fusion permettra de réunir 10 millions d'abonnés et de faire de ce nouveau groupe le deuxième opérateur du marché, derrière MTN et devant Vodafone. Cette fusion reste soumise à la validation de l'Autorité nationale des Communications.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Mozambique : Actis investit 96 M USD dans un projet immobilier

Le fonds d'investissement international Actis a annoncé un investissement de 96 M USD pour la construction d'un centre commercial et hôtelier dans la capitale mozambicaine. La construction du Baia Mall, complexe de luxe situé sur la principale artère de Maputo, permettra la création de 2500 emplois. Cet investissement marque la nouvelle présence d'Actis au Mozambique, le groupe ayant annoncé que ce financement sera le premier d'une longue série. Malgré la détérioration macroéconomique et fiscale du pays en 2016, des perspectives d'amélioration sont à prévoir avec de nombreux projets d'extraction de gaz, une population jeune, ainsi qu'un taux d'urbanisation en augmentation. Le taux de croissance du pays est estimé à 5,8 % en 2016.

✉ maxime.bielliaeff.int@businessfrance.fr

### ▼ Mozambique : six consortiums, dont trois français, ont été présélectionnés pour développer un plan directeur pour six aéroports du pays

Il s'agit de Sener (Espagne) et Ingerop (France) ; Gauff (Allemagne), Pascall + Watson et ACT (Royaume Uni) ; ADP Ingénierie (France) ; Egis group (France) ; Aurecon (Australia) et Osmond Lange (Afrique du Sud) et PDNA-Mott MacDonald (Afrique du Sud). Le projet, financé par l'AFD (63 %) et la BEI (37 %), est inclus dans les 70,5 M USD empruntés dans le cadre du projet de réhabilitation de l'aéroport international de Maputo.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Mauritanie : attribution à Parlym international d'un contrat d'études et de suivi d'infrastructures

Le cabinet français d'étude Parlym International, basé à Marseille, vient de se voir attribuer, par la Société mauritanienne de Gaz (Somagaz), le marché portant sur l'étude et le suivi de l'extension et de la réhabilitation des installations GPL (Sphère, tuyauterie) et du réseau incendie du centre enfuteur de Nouakchott. Le montant du contrat est de 690 200 EUR.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Ouganda : tensions entre LAP GREEN et le gouvernement

Suite à l'annonce le 1<sup>er</sup> mars par le gouvernement de sa volonté de nationaliser Uganda Telecom (UTL), la Libyan Post Telecommunication and IT Company (LPTIC), maison-mère de LAP Green, a publiquement reproché à l'Etat ougandais de ne pas s'être suffisamment engagé dans l'obtention d'un accord qui aurait permis le sauvetage de l'opérateur historique. La société libyenne a également précisé suspendre tout financement d'UTL, qu'elle avait maintenu durant les quatorze mois de négociations et malgré une situation déficitaire qui remonte à 2007. A ce jour, Lap Green détient 69 % du capital d'UTL et l'Etat ougandais 31 %.

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Kenya : levée du moratoire sur les licences bancaires

La Banque centrale du Kenya a annoncé son intention de finaliser l'attribution de deux licences bancaires au bénéfice de DIB Bank Kenya et Mayfair Bank. DIB Bank Kenya est la branche du groupe émirati Dubai Islamic Bank PJSC, une banque islamique ; de son côté, Mayfair Bank est une banque kényane. Cette décision constitue une rupture puisque l'attribution de nouvelles licences avait été suspendue en novembre 2015, à la suite de la mise sous tutelle d'Imperial Bank. La Banque centrale a indiqué que ces attributions seraient une première étape vers la levée du moratoire, une levée justifiée, selon les autorités monétaires, par l'accroissement entre fin 2015 et aujourd'hui des capacités de supervision bancaire. Pour rappel, le secteur bancaire kenyan comprend 42 banques.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Kenya : le bénéfice avant impôt de KCB en hausse de quasi 10 %.

Le groupe *Kenya Commercial Bank, KCB*, dont la branche kényane est la première banque de la place en part de marchés (14 % en 2015), a réalisé en 2016 un bénéfice avant impôts de 29,1 Mds KES (266 M EUR), en hausse 9,6 % par rapport à 2015. Sur le marché kényan, la banque fait preuve de résilience face au plafonnement des taux d'intérêts, puisque le seul revenu d'intérêts est en hausse de 27,5 % à 43 Mds KES (392 MEUR) et que le volume de crédit est en hausse de 13,4 %. La seule branche kényane est à l'origine de 97,9 % des bénéfices du groupe, signalant une très faible contribution des filiales étrangères. La filiale sud-soudanaise a réalisé des pertes (3,5 Mds KES) et une réduction forte du nombre d'agences dans le pays est prévue.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Comores : blocage de l'interconnexion entre Comores Telecom et Telma

Malgré l'accord portant tarification de l'interconnexion proposé par l'Autorité nationale de régulation des TIC (ANRTIC), et signé entre Comores Telecom et Telma Comores, l'interconnexion n'est toujours pas en œuvre. Selon l'ARNTIC, la direction de Comores Telecom exige désormais la révision de la convention d'établissement de Telma Comores et la suppression des avantages fiscaux accordés, ainsi qu'une révision des tarifs des appels internationaux. Tandis que l'ARNTIC assure que les deux opérateurs ont été consultés avant signature de l'accord, Comores Telecom estime ne pas avoir été associé à la fixation des tarifs. Le régulateur se donne désormais 30 à 90 jours pour essayer de résoudre ce conflit à l'amiable.

✉ dalseccol@afd.fr

### ▼ Tanzanie : introduction en bourse de Vodacom

La filiale tanzanienne de *Vodafone (Vodacom)* va émettre 25 % de son capital en action sur le *Dar es Salaam Stock Exchange (DSE)*, pour un montant total de 213 M USD. Il s'agit de la plus importante introduction boursière réalisée en Tanzanie, augmentant de 2,6 % la capitalisation totale actuelle du DSE. Vodacom est le premier opérateur à se mettre en conformité avec le *Finance Act 2016*, imposant un seuil d'émission actionnariale aux opérateurs, tandis qu'aucun calendrier n'a encore été rendu public pour l'introduction de ses principaux concurrents Airtel et Tigo. Le marché tanzanien des télécommunications, estimé à près de 1 Md USD en 2016, représente 3,8 % du PIB du pays. Ses acteurs contribuent à hauteur de 11 % des revenus de l'état tanzanien.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : probable privatisation de l'hôtel Hilton**

Les autorités éthiopiennes, qui ont annoncé début 2017 l'ouverture du capital de plusieurs entreprises publiques aux investisseurs privés, ont pris la décision de privatiser l'hôtel Hilton. Cette vente interviendra dans moins de trois ans, lorsque le contrat de gestion actuel de *Hilton Worldwide*, d'une durée de 50 ans, prendra fin. Le groupe hôtelier, qui gère l'hôtel depuis son ouverture en 1969 par l'Empereur Haïlé Sélassié, a estimé il y a une dizaine d'années à près de 280 M USD le montant des travaux de rénovations nécessaires pour remettre à niveau cet hôtel 3 étoiles.

✉ pierre.sentenac@dgtrésor.gouv.fr

## ENTREPRISES

---

### ▼ Namibie, Botswana, Afrique du Sud : Direct Pay Online continue son expansion en Afrique australe

Le groupe panafricain Direct Pay Online (DPO), spécialisé dans les solutions de paiement en ligne, a annoncé la future acquisition des filiales botswanaise, namibienne et sud-africaine de Virtual Card Services. Le rachat des filiales de cette entreprise sud-africaine de facilitation des paiements par carte bancaire confirme la volonté d'un développement de DPO en Afrique australe. La société créée à Nairobi a récemment acquis PayGate Ltd, plateforme sud-africaine de paiements en ligne. Le groupe entend ainsi s'imposer comme « point de contact unique pour les négociants qui désirent accepter des paiements numériques sur le continent », avec comme objectif principal une meilleure sécurisation des transactions.

✉ [maxime.bieliaeff.int@businessfrance.fr](mailto:maxime.bieliaeff.int@businessfrance.fr)

### ▼ Rougier Afrique subsaharienne annonce un ralentissement de son activité en 2016

Rougier Afrique subsaharienne a enregistré en 2016 un chiffre d'affaires consolidé de 120,4 M EUR, en retrait de 11,8 % par rapport à 2015. L'activité au Cameroun et au Congo a été pénalisée par le net ralentissement de la demande dans les principaux pays émergents. Ce retrait a été partiellement compensé par l'amélioration de l'activité au Gabon, favorisée par le dynamisme de la demande locale et la reprise du marché européen du contreplaqué et du placage.

✉ [alix.nembot@dgtresor.gouv.fr](mailto:alix.nembot@dgtresor.gouv.fr)

## CARNET ET AGENDA

---

### ▼ Côte d'Ivoire : conférence internationale sur l'émergence de l'Afrique (CIEA 2017)

Le pays abritera la deuxième édition de la conférence internationale sur l'émergence de l'Afrique qui se tiendra du 28 au 30 mars prochain. Le thème de cette édition est : « La mise en œuvre des plans d'émergence ». Plus de 50 pays (africains et non africains) ont été invités. La CIEA est une initiative du gouvernement ivoirien, appuyée par plusieurs partenaires (notamment la Banque mondiale, le PNUD et la Banque africaine de développement). Elle est organisée tous les deux ans. La première édition s'était tenue à Abidjan du 18 au 20 mars 2015. Elle se présente comme une plateforme d'échanges et de partage d'expérience sur le processus d'émergence économique en Afrique.

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Guinée Equatoriale : formation des organisations de la société civile membres des comités ITIE

Du 13 au 17 mars 2017, la ville de Malabo accueille la première session de formation des organisations de la société civile (OSC) du Gabon et de la Guinée Equatoriale avec pour thème : « le management des associations : enjeux et défis ». Cette formation, organisée dans le cadre du projet de renforcement de la gouvernance dans le secteur des matières premières en Afrique Centrale (REMPA-CEMAC), est animée par des experts locaux et des formateurs de la Coopération allemande (GIZ). Elle vise à fournir aux OSC les outils nécessaires à une meilleure compréhension et appropriation de l'initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) afin d'améliorer la gouvernance du secteur extractif en Afrique Centrale et les conditions de vie des populations.

✉ [vincent.branquet@diplomatie.gouv.fr](mailto:vincent.branquet@diplomatie.gouv.fr)

### ▼ Djibouti : visite officielle du président de la République de Djibouti Ismaël Omar Guelleh à Paris

Pour sa première visite officielle en France depuis plus de 10 ans, le président Ismaël Omar Guelleh a été reçu par le président François Hollande le 28 février 2017. Le président djiboutien a également été reçu par Gérard Larcher, président du sénat, ainsi que par Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense. Le président djiboutien, accompagné par une délégation économique, a rencontré les entreprises françaises à l'occasion d'une réunion organisée par Medef international. Cette visite officielle a permis la signature de plusieurs accords et de réaffirmer le souhait conjoint de la France et de Djibouti de renforcer notamment leurs liens économiques et commerciaux.

✉ [pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr)

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers. La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

**Contacts**

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr  
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr  
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

**Directeur de la Publication**

Marc Bouteiller

**Rédacteurs en Chef**

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

**Rédacteurs en Chef adjoints**

Caroline Richard (DG Trésor) et Anne Cussac (DAOI)

**Remerciements à :**

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

**Contributions :**

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :  
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

**AVEC LE CONCOURS DE :**

